



Where do an accountant's responsibilities end and a taxpayer's begin?

Tax Return Accountability

La responsabilité de la déclaration de revenus

Le partage de la responsabilité.

by / par Don Goodison

TAXPAYERS who don't review their tax return after their accountant has prepared it can run into problems if the accountant makes a mistake - especially if the mistake is a big one.

In *Jack Hougassian v. Her Majesty the Queen* [2007 DTC 823], the court was asked to get the Minister of National Revenue to reverse penalties imposed for gross negligence assessed to the appellant.

In 2000, the appellant filed his income tax return showing interest income of \$985. The actual amount was \$276,420. The minister added \$275,435 to his income and assessed penalties under subsection 163(2) for gross negligence. Hougassian did not dispute the inclusion or the taxes owing, but did object to the imposition of penalties. When the minister refused to remove them, he appealed to the Tax Court of Canada.

In court, the appellant stated that his wife sorted their income tax information into folders for their accountant. He stated that he did not look at the prepared return because he was not a details person. He argued that the unreported interest was only a small percentage of his total income in 2000, which was \$3,154,851. As such, the omission didn't stand out. He also advanced the idea that, since he hadn't prepared the return or reviewed it, he was not to blame for the omission.

The Precedent

In 1970, the Exchequer Court of Canada ruled in *Udell v. Minister of National Revenue* [70 DTC 6019] that negligence by the taxpayer's accountant could not be attributed to the taxpayer. In that instance, the taxpayer had provided the accountant with accurate and complete records.

However, in *DeCock v. Minister of National Revenue* [84 DTC 1523], the Tax Court of Canada dismissed the taxpayer's appeal with the following comments:

But a taxpayer, in particular a businessman who knew his various sources of income, cannot and does not exculpate himself from liability by handing over his tax affairs to a professional and blindly, without question, and in this case without even any interest, accepting what the professional has done.

In *DeCosta v. Regina* [2005 DTC 1436], the court stated:

While of course his accountant must bear some responsibility I do not think it can be said that the appellant can nonchalantly sign his return and turn a blind eye to the omission of an amount that is almost twice as much as that which he declared. So cavalier an attitude goes beyond simple carelessness.

The courts have decided that a taxpayer's failure to notice obvious errors amounts to indifference toward compliance with the law.

In such circumstances, the taxpayer is not absolved of blame by the fact that another person had prepared the returns.

The Outcome

In coming to its decision, the court looked at Hougassian's sources of income and whether or not the omission of \$275,435 would stand out. His total reported income had come from five separate sources. Since interest income is a separate line item, the court found it difficult to believe that the omission would not be obvious. Hougassian was a very successful businessman who knew how much cash he had in the bank. Evidence showed that he had arranged a higher interest rate than normal with his bank, and that the bank had supplied T5 slips accounting for the interest each year.

In the end, Hougassian's appeal was dismissed with the comments:

Any quick review of the line items in the tax return would have identified the fact that the interest was understated. The failure of the Appellant to detect the error and to ensure that the correct amount of interest was reported in this case was more than simple carelessness, it showed that the Appellant was indifferent with respect to whether he complied with the Act.

Notwithstanding the third-party penalties, the Canada Revenue Agency takes the position that the taxpayer is the one solely

responsible for the preparation and submission of his or her return. Engaging someone to prepare the return does not absolve the taxpayer from that responsibility. Ninety per cent of the time I agree with that position. Some taxpayers will jump at the chance to pin the blame for errors and omissions on their accountant. In the vast majority of those cases, it is the taxpayer who has failed to provide complete information, and the accountant can only go by what is provided.

Unfortunately, there are cases in which the person preparing the return has been negligent and the taxpayer lacks the sophistication to spot an omission, or is under the impression that the preparer knows something they don't. In these cases, the taxpayer is not responsible and really shouldn't have to go to court to have penalties removed or seek civil remedies. ■

LES CONTRIBUABLES qui ne revoient pas leur déclaration de revenus une fois que leur comptable l'a préparée risquent de se heurter à des problèmes si ce dernier commet une erreur – surtout une erreur importante. Dans l'affaire *Jack Hougassian c. Sa Majesté la Reine* [2007 DTC 823], l'appelant demandait à la cour d'annuler les pénalités pour faute lourde imposées par le ministre du Revenu national.

La déclaration de revenus de l'appelant pour l'an 2000 indiquait un revenu d'intérêt de 985 \$ – montant qui aurait dû être 276 420 \$. Le ministre a ajouté 275 435 \$ au revenu du contribuable et a calculé des pénalités pour faute lourde, conformément au paragraphe 163(2). M. Hougassian n'a contesté ni l'ajout ni l'impôt à payer, mais bien l'imposition de pénalités. Lorsque le ministre a refusé de les supprimer, le contribuable a interjeté appel devant la Cour canadienne de l'impôt (CCI).

L'appelant a affirmé que son épouse avait réuni leurs documents fiscaux pour le comptable. Il a ajouté qu'il n'avait pas vérifié la déclaration car il n'était pas du genre à s'attarder aux détails. Il a

fait valoir que l'intérêt non déclaré ne constituait qu'un léger pourcentage de son revenu total pour 2000, qui s'établissait à 3 154 851 \$. Pour lui, l'omission n'était pas flagrante. Il a aussi allégué qu'étant donné qu'il n'avait ni préparé ni revu la déclaration, on ne devait pas le blâmer de l'omission.

La jurisprudence

En 1970, dans l'affaire *Udell c. le ministre du Revenu national* [70 DTC 6019], la Cour de l'Échiquier du Canada avait établi que la faute commise par le comptable du contribuable ne pouvait pas être attribuée à ce dernier. Dans cette affaire, le contribuable avait fourni des dossiers exacts et complets à son comptable.

Toutefois, dans l'affaire *DeCock c. le ministre du Revenu national* [84 DTC 1523], la CCI a rejeté l'appel du contribuable et a formulé les commentaires suivants :

(Traduction) « Toutefois, un contribuable, surtout un homme d'affaires qui connaît les diverses sources de ses revenus, ne peut pas être exonéré de sa responsabilité, et ne le sera pas, au motif qu'il a remis son dossier fiscal à un professionnel et a accepté le travail de ce dernier aveuglément, sans poser de questions et, dans le présent cas, sans manifester le moindre intérêt. »

Les tribunaux ont décidé que les contribuables qui ne remarquent pas des erreurs évidentes dans leur déclaration font preuve d'indifférence à l'égard de l'observation de la Loi. Dans pareilles circonstances, les contribuables ne peuvent pas se dégager de leur responsabilité du fait qu'un tiers a préparé leur déclaration.

Le résultat

Pour arrêter sa décision, la cour a étudié les sources de revenus de l'appelant pour déterminer si l'omission de 275 435 \$ était manifeste. Le revenu total déclaré provenait de cinq sources. Étant donné que le revenu d'intérêt est présenté sur une ligne distincte dans la déclaration, la cour a eu du mal à croire que l'omission puisse être passée inaperçue. M. Hougassian était un homme d'affaires très prospère qui connaissait

son solde en banque. Selon la preuve, il avait obtenu de sa banque un taux d'intérêt plus élevé que la normale et, chaque année, la banque lui fournissait des feuilles T5.

À la fin, l'appel a été rejeté et le juge a formulé les commentaires suivants :

« Un coup d'œil sur les lignes de la déclaration aurait été suffisant pour déterminer que le montant d'intérêts était trop bas. [...] Dans le présent cas, le fait que l'appelant n'a pas remarqué l'erreur et n'a pas vérifié si le montant d'intérêts déclaré était exact va au-delà du simple manque d'attention. L'appelant a fait preuve d'indifférence à l'égard de l'observation de la Loi. »

Même si elle peut imposer des pénalités à des tiers, l'Agence du revenu du Canada estime que le contribuable est le seul responsable de la préparation et de la production de sa déclaration de revenus, et le fait d'engager un préparateur ne le dégage pas de cette responsabilité. Je suis presque toujours d'accord avec cette position. Certains contribuables sautent sur l'occasion de blâmer leur comptable de toute erreur ou omission. Dans la grande majorité de ces cas, ce sont les contribuables qui n'ont pas fourni des renseignements complets, et leur comptable ne peut que travailler à partir de l'information disponible.

Malheureusement, il arrive que le préparateur soit négligent et que, faute de connaissances spécialisées, le contribuable ne remarque pas une omission dans sa déclaration ou pense que le préparateur s'y connaît mieux que lui. Dans pareilles circonstances, le contribuable n'est pas responsable et ne devrait pas être obligé de porter sa cause devant les tribunaux pour faire supprimer les pénalités ou de lancer un recours au civil. ■

DON GOODISON, CFP, FCGA, is a partner of Kemp Harvey Goodison, Certified General Accountants, in Burnaby, B.C. E-mail goodison@axionet.com.

► **DON GOODISON**, CFP, FCGA, est associé chez Kemp Harvey Goodison, CCA, à Burnaby (Colombie-Britannique). Courriel : goodison@axionet.com.

YOUR WINDOW TO THE WORLD OF ELECTRONIC PAYMENTS!



TelPay for Business™ meets all the payments needs of any business and integrates with your accounting requirements, maintains all your present controls and more -- and saves money. We could go on, but to really find out how TelPay works for you and your clients attend our **FREE ONLINE LEARNING SESSIONS.**

TelPay Incorporated
298 Garry Street
Winnipeg, MB R3C 1H3
T: 800.665.0302
F: 866.396.2548
e: sales@telpay.ca

Learn how to pay bills, suppliers, invoices, employees and anyone else in Canada, from any Windows PC using TelPay for Business™ electronic payments software.

Reserve a spot today at our next session by visiting www.TelPayForBusiness.ca/Webinar or call 1.800.665.0302!

TelPay
for Business